



26.05.2020

## **Stimmen zu Corona (2/3)**

## **Réflexions sur le coronavirus (2/3)**

## **Riflessioni sul coronavirus (2/3)**

---

Véronique Arlettaz, enseignante dans un lycée tessinois

### **Une crise au visage masculin – Regard d’une enseignante tessinoise**

Regula Bühlmann, Schweizerischer Gewerkschaftsbund

### **Full stop – und los! Beobachtungen einer Gewerkschaftssekretärin**

# Une crise au visage masculin – Regard d’une enseignante tessinoise

Véronique Arlettaz, enseignante dans un lycée tessinois

C’est en tant que citoyenne tessinoise et enseignante au lycée que j’ai écrit ce texte. La première partie, qui concerne ma pratique professionnelle avant et pendant la crise sanitaire du Covid-19, peut sembler banale. C’est que l’école est un grand navire qui souffre peu des tempêtes et réagit avec lenteur même aux changements les plus profonds. La deuxième partie raconte mon expérience de femme tessinoise consternée par le visage essentiellement masculin qu’a pris ici la crise sanitaire actuelle.

## I. L’école

J’enseigne le français au Lycée cantonal de Lugano 2 (LiLu2). Les élèves entrent à 15 ans et sortent majeur-e-s, à la fin d’un parcours de quatre ans. En principe, l’égalité est garantie chez nous. Mais qu’en est-il vraiment ? Suivez-moi pour une petite visite guidée.

### Corps enseignant et direction

Les femmes représentent la moitié (49,4%) du corps enseignant du LiLu2, mais la moitié d’entre elles seulement travaille à plein temps : elles sont donc bien représentées uniquement du point de vue numérique. Voici un bref tour d’horizon. 2 matières sont enseignées exclusivement par des femmes (français et psychologie), mais dans 5 matières il n’y a aucune femme (espagnol, géographie, informatique, musique et religion). Elles sont majoritaires dans 4 matières (anglais, économie et droit, musique instrumentale et philosophie) et minoritaires dans 7 matières (allemand, biologie, chimie, éducation physique, histoire, italien et physique). Seules 3 matières sont enseignées par autant de femmes que d’hommes (arts visuels, latin et mathématiques).

Le Conseil de direction est composé de cinq personnes, dont deux femmes : une sous-directrice depuis septembre 2019 (la première de l’histoire de l’école) et une collaboratrice de direction. Il n’y a jamais eu de directrice. Voilà pour le corps enseignant. Passons au reste du personnel. Au secrétariat, deux femmes à temps partiel, un apprenti. Deux bibliothécaires : un homme et une femme. Trois hommes à la conciergerie. Une dizaine de femmes de ménage, dont un homme. Dans les cuisines, des hommes aux fourneaux et une femme au self-service. C’est tout.

### Règlement

En juin 2019, la conférence des maîtres a décidé de réécrire le règlement de l’école. J’ai alors demandé de tenir compte des principes de base de l’égalité des genres. En effet le règlement actuel prévoit un *direttore* (mais pas de *direttrice*), deux *vicedirettori* (mais pas de *vicedirettrice*) et des *allievi* (mais aucune *allieva* en vue). Les seules fonctions ouvertes “textuellement” aux femmes sont les postes de *bibliotecaria* et – sans surprise – de femme de ménage. Les réactions à ma proposition ?

Quelques collègues se sont exprimé-e-s en faveur de l'initiative ; une majorité (dont des femmes) a déclaré que ce n'était qu'un détail linguistique sans importance ; plusieurs collègues ont ricané ; un patriarce a dit qu'il était contre parce que « ce féminin, ça alourdit tout ! » (« *questo femminile appesantisce tutto !* »). Un jeune collègue a saisi l'occasion pour me donner un petit cours d'italien, l'air grave et le ton condescendant. « Tu dois savoir qu'en italien le masculin contient le féminin. C'est implicite, c'est comme ça depuis toujours et ça ne pose aucun problème. » J'ai apprécié la leçon, bien sûr. Depuis, les travaux ont commencé sous la houlette d'une collègue juriste : un véritable casse-tête ! Même le service juridique du canton ne sait pas comment procéder ni quoi recommander. Aux dernières nouvelles, il semble que la féminisation des fonctions soit interdite en haut lieu et qu'un règlement qui prévoirait une *direttrice* et des *allieve* serait illégal. Affaire à suivre...

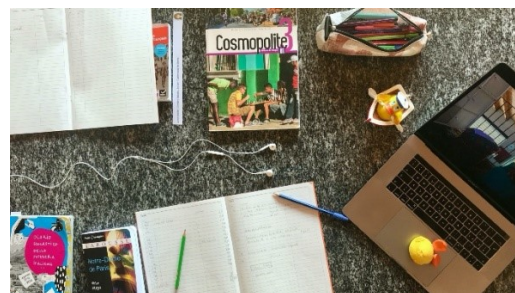
### **La grève féministe ? Non merci !**

Un tiers (33,9%) des élèves du LiLu2 a adhéré officiellement à la grève féministe du 14 juin 2019, organisant de nombreuses activités collectives en collaboration avec un groupe d'enseignant-e-s. Cela n'a pas plu à la direction, qui ne s'est pas associée aux activités et a tout fait pour empêcher ses collaboratrices administratives de poser pour la photo souvenir. Une femme de la direction a exprimé sa distance par rapport au mouvement parce que « dans sa vie, [elle n'avait] jamais été victime de sexisme ».

### **Covid-19 à l'école**

Le 11 mars, le Conseil d'État tessinois a annoncé la fermeture immédiate du secteur post obligatoire au Tessin. Deux jours plus tard, le Conseil fédéral précisait que la réouverture du secondaire II n'aurait pas lieu avant le 8 juin. L'enseignement continue, à distance évidemment. Les employé-e-s des cuisines ont été déplacé-e-s dans d'autres structures cantonales. Le personnel de nettoyage a été presque entièrement déplacé – mais jusqu'à quand ? C'est la catégorie la plus exposée au risque de licenciement, comme partout.

*L'école à distance ou l'art de naviguer à vue →*  
Photographie Véronique Arlettaz (mars 2020)



*Grève du 14 juin 2019 au LiLu2 →*  
À l'entrée de l'école, l'"atelier du pouce" accueille les participant-e-s et propose de se vernir l'ongle du pouce en rouge ou violet et de se peindre le visage  
Photographie Zoe Leoni



*Grève du 14 juin 2019 au LiLu2 →*  
11 heures, photo souvenir



## II. Politique et médias

### Covid-19, autorités politiques et médias

Depuis le premier jour de la crise sanitaire, les situations d'inégalité les plus choquantes sont venues de la politique et des médias. Comme au Tessin les Conseillers d'État et les porte-parole de l'administration sont tous des hommes, toutes les conférences de presse (elles ont été très nombreuses et même quotidiennes pendant plusieurs semaines) ont été gérées par des hommes. Il a fallu attendre le 30 avril – et l'annonce du plan de réouverture des écoles – pour qu'une femme prenne la parole en tant qu'experte : Lisa Kottanattu, docteure en infectiologie pédiatrique à l'Ente Ospedaliero Cantonale (EOC). Le public était tellement surpris de voir une femme que l'information a été largement commentée sur les réseaux sociaux. C'est tout dire.

Dans les médias publics, on a observé la même tendance à ne pas inviter de femmes, surtout pendant la première partie de la crise, comme si le canton ne comptait que des experts masculins dans tous les domaines.

## FAFTPlus et Gender\_Covid19

Cette aveuglante invisibilité féminine – qui n'est pas un scoop au Tessin – a été dénoncée à plusieurs reprises par la FAFTPlus (*Federazione Associazioni Femminili Ticino Plus*)<sup>1</sup> à travers des publications régulières sur Facebook et sur son site. Le 10 avril, la FAFTPlus a écrit au Conseil d'État une lettre<sup>2</sup> accompagnée d'un appel<sup>3</sup> sous la forme d'une pétition publique (*#ripartiredalldonne*), demandant « d'intégrer les compétences féminines dans le 'groupe opératif' chargé du redémarrage après l'urgence sanitaire [...] afin de surmonter les inégalités entre femmes et hommes ». Le 26 avril, la FAFTPlus s'est adressée à la CORSI<sup>4</sup>, lui rappelant « ses obligations de mandat dans le domaine de l'égalité des chances » car elle « néglige[ait] la promotion active de la présence féminine dans l'espace médiatique » malgré « des rappels réitérés ». Indéniablement, la FAFT conserve son rôle de leader cantonal dans la lutte pour l'égalité et pour les droits féminins.

Simultanément, on a vu la création du groupe "Gender\_Covid19"<sup>5</sup>, qui se définit comme un « vaccin contre toute forme (évidente ou élégante ou subtile) de discrimination de genre ». Dans une lettre ouverte<sup>6</sup> au Conseil d'État, à l'État-major cantonal de conduite, à la RSI, à la CORSI et à diverses instances journalistiques (syndicats et formation), le groupe exprime son « effarement devant l'exclusion des femmes, en particulier à la télévision, mais également dans les autres médias », précisant qu'on a vu des femmes « seulement alors qu'elles effectuaient des tâches dans les tranchées », alors que les hommes étaient présents « toujours et partout dans les domaines de prises de décision, dans les analyses, dans les commentaires, dans la transmission de recommandations et d'ordres ».

### Avis de décès

Mais ce qui m'attriste le plus dans le cadre de cette crise sanitaire, ce sont les avis de décès qui remercient « les docteurs X, Y et Z » – cités avec prénom, nom et titre complet – et « le personnel hospitalier », cité en un bloc indifférencié. Non, le port du masque ne garantit pas la reconnaissance publique.

### Les leçons du Covid

Cette crise exceptionnelle, au Tessin plus que partout ailleurs en Suisse, a montré non seulement que les inégalités de genre sont encore très présentes, mais surtout qu'elles ne sont pas comprises ni reconnues comme telles. Voilà à mes yeux l'enseignement le plus cruel, le plus préoccupant et le plus désespérant. Nous devons être vigilant-e-s et nous battre pour faire en sorte que les femmes soient pleinement reconnues dans toutes leurs compétences et dans leur identité, pour le bien de toute la société.

---

<sup>1</sup> La FAFTPlus lutte depuis 1957 en faveur de l'égalité : <https://www.facebook.com/faftplus/> et <https://faftplus.ch>.

<sup>2</sup> Lettre du 10 avril 2020. Texte complet de la lettre et échanges épistolaires entre la FAFTPlus et le Conseil d'État : <https://faftplus.ch/la-corrispondenza-di-faftplus-con-il-consiglio-di-stato/>.

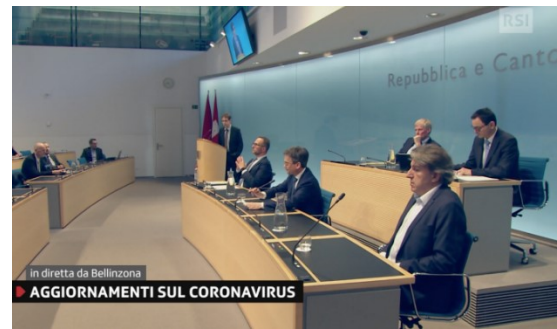
<sup>3</sup> Communiqué de presse : <https://faftplus.ch/ripartiredalldonne-comunicato-stampa/>. Texte complet de l'appel : <https://www.change.org/p/consiglio-di-stato-del-canton-ticino-appello-al-governo-ticinese-ripartiredalldonne>.

<sup>4</sup> Société coopérative pour la radiotélévision suisse de langue italienne. Texte de la lettre : <https://faftplus.ch/donne-e-media-ripartiredalldonne/>.

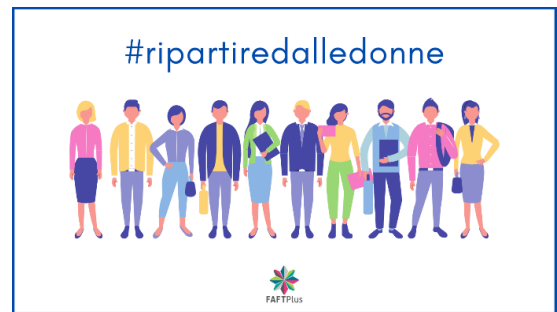
<sup>5</sup> La page Facebook du groupe, créée en mai : <https://www.facebook.com/GenderCovid19/>.

<sup>6</sup> Texte de la lettre ouverte : <https://faftplus.ch/le-donne-invisibili-perche-sono-sempre-tuttimaschi/>.

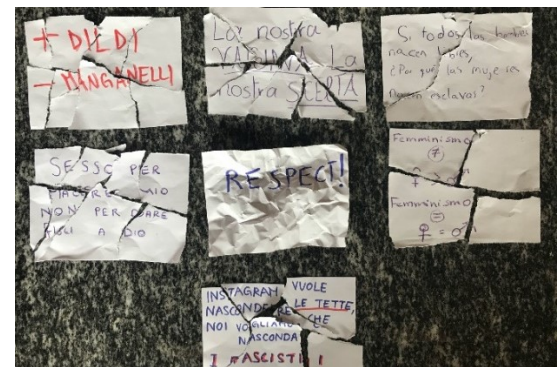
Le visage masculin de la crise →  
Conférence de presse du Conseil d'État tessinois, 11 mars 2020  
Source: RSI, TG speciale «decretato lo stato di necessità», (capture d'écran)



#ripartiredalldonne, ou l'art de résoudre ensemble des problèmes communs.  
Le Tessin en sera-t-il capable ?  
Source : site web de la FAFTPlus



Grève du 14 juin 2019 au LiLu2 →  
Les réflexions ont été affichées à un tableau géant, mais certaines ont été déchirées pendant que les grévistes posaient pour la photo souvenir  
Photographie Véronique Arlettaz



Contact : Véronique Arlettaz, [veronique.arlettaz@bluewin.ch](mailto:veronique.arlettaz@bluewin.ch)

# Full stop – und los! Beobachtungen einer Gewerkschaftssekretärin

**Regula Bühlmann, Zentralsekretärin für Gleichstellung, Schweizerischer Gewerkschaftsbund**

Der Corona-Lockdown bedeutete zuerst einmal Homeoffice – was ich normalerweise möglichst vermeide, da ich die Trennung von Beruf und Freizeit schätze – und Full Stop: Alle Projekte, an denen ich arbeitete - auf Eis gelegt, niemand wusste, ob sie in einigen Monaten überhaupt noch relevant sein würden. Auch die nationale Politik: Alle Geschäfte ohne Corona-Bezug suspendiert.

Doch die Befürchtung, nichts mehr zu tun zu haben (und die damit einhergehende Hoffnung, endlich lange liegen gebliebene Pendenzen abarbeiten zu können), waren nach nicht einmal einem Tag widerlegt: Anfragen besorgter und verunsicherter Menschen häuften sich. Ich probierte auf alle einzugehen, auch wenn zum Beispiel die Beratung von Kita-Leiterinnen nicht zu den gewerkschaftlichen Kernaufgaben gehören. Auch wusste ich anfangs auf viele Fragen keine Antworten, zum Beispiel, ob Eltern Kita-Beiträge schuldig bleiben, auch wenn sie ihre Kinder auf Bitte der Kita zu Hause betreuen, oder wie Arbeitnehmerinnen in Privathaushalten für die Erwerbsausfälle entschädigt werden können.

Die Auswirkungen der sich rasch folgenden Bundesratsbeschlüsse waren oft unklar, der Schweizer Föderalismus führte dazu, dass ein Bundesratsbeschluss bis zu 26 verschiedene Regelungen nach sich ziehen konnte. Wir begannen, diese Regelungen systematisch zusammen zu tragen, konsultierten kantonale Webauftritte, fragten bei Verwaltungen nach, suchten Informationsschreiben. Zwei Erkenntnisse aus dieser Fleissarbeit, in der ich die kantonalen Regelungen der Kinderbetreuungsangebote während Corona aufarbeitete: 1. Es gibt Kantone mit sehr gut strukturierten Websites und ausführlichen Informationen zu den KiBe-Angeboten, und es gibt solche, deren Webauftritt sich zur Frage der Kinderbetreuung ausschweigt. 2. Der Röstigraben existiert.

## Frauen meistern die Krise

Es fiel rasch auf, dass – während meist männliche Experten in den Medien die Corona-Pandemie und ihre wirtschaftlichen Folgen erklären – es in der Mehrheit Frauen sind, die dafür sorgen, dass uns die Situation nicht überwältigt und die Gesellschaft auch im Krisenmodus funktioniert: Es sind die Verkäuferinnen, dank denen wir in diesem Frühling nicht nur überleben, sondern uns zuweilen auch den Luxus wie beispielsweise ein Gipfeli zum Homeoffice-Kaffee leisten können. Es sind ÄrztInnen und Pflegepersonal, die dafür sorgen, dass das Gesundheitswesen nicht zusammenbricht. Es sind Reinigungskräfte, welche die zentralen Hygienemassnahmen gewährleisten. Und es sind die Kinderbetreuerinnen, die den berufstätigen Eltern diese zentralen Tätigkeiten erst ermöglichen. Viele dieser Berufe zeichnen sich durch tiefe Löhne und schlechte Arbeitsbedingungen aus.

Dass die familienergänzende Kinderbetreuung systemrelevant ist, hat der Bundesrat von Anfang an erkannt und per Notrecht angeordnet, dass diese aufrechterhalten werden muss. Er hat jedoch darauf verzichtet, die Organisation und Finanzierung des Angebots zu regeln. Er überlässt dies den Kantonen. Damit manifestiert sich der Röstigraben: Im Wildwuchs kantonalen Regelungen (und zuweilen

auch Nicht-Regelungen) zeichnet sich ein klares Muster ab. Während die Kantone der Westschweiz und der Romandie den Zugang zum Betreuungsangebot meist auf Kinder von Personen in systemrelevanten Berufen beschränken, haben sie früh begonnen, den übrigen Eltern die Beiträge zu erlassen und die Kitas finanziell zu unterstützen. Die meisten Deutschschweizer Kantone überlassen den Eltern den Entscheid, ob sie ihre Kinder unter Coronazeiten betreuen lassen wollen oder nicht. Erst spät oder noch gar nicht haben sie begonnen, Lösungen zu suchen, um Elternbeiträge zu übernehmen und die Kitas zu entlasten.

Der SGB hat sich von Anfang an auf den Standpunkt gestellt, dass dieser zentrale Bereich einheitlich geregelt werden muss: Eltern müssen auch in schwierigen Zeiten Klarheit haben, ob ihr Kind betreut wird oder nicht. Der reduzierte Betrieb muss von der öffentlichen Hand bezahlt werden, damit Kitas nicht in ihrer Existenz bedroht werden und der Gesundheitsschutz des Personals sowie das Wohl der Kinder gewährleistet sind.

### **Scheideweg: Backlash oder Systemwechsel?**

Frauen stemmen die Corona-Krise, sind von deren Folgen potenziell aber auch am meisten betroffen. Das Risiko eines Backlashs bezüglich Gleichstellung ist real. Es gibt zwar noch keine Zahlen, aber es ist zu befürchten, dass es mehr Mütter als Väter sind, die im Homeoffice versuchen, den Anforderungen ihrer Erwerbsarbeit und den Bedürfnissen ihrer Kinder gerecht zu werden. Kinderbetreuung im Homeoffice ist gerade mit kleinen Kindern eine Illusion und hat in den letzten Wochen gemäss Umfragen zu einer grossen Überbelastung der Eltern geführt. Sie ist als Notlösung schlecht und als Dauerlösung gar nicht geeignet.

Es ist offen, wann Grosseltern berufstätige Eltern wieder bei der Kinderbetreuung entlasten können – und die Corona-Krise verdeutlicht die Fragilität dieses Arrangements. Wenn dazu noch Kitas und Spielgruppen schliessen, weil Beiträge und Anmeldungen ausbleiben, und die Betreuung zunehmend wieder zu Hause organisiert werden muss, ist die Gefahr gross, dass es vor allem Frauen sein werden, die dafür ihr Erwerbsspensum reduzieren oder ganz aufgeben.

Um dieses Risiko zu reduzieren müssen wir davon wegkommen, Kinderbetreuung als individuelle Verantwortung den Eltern zuzuschieben und sie stattdessen als gesellschaftliche Aufgabe verorten. So wie wir als Gesellschaft öffentliche Gelder in die Schulbildung investieren, muss die öffentliche Hand ab sofort die familienergänzende Kinderbetreuung finanzieren und ausbauen. Nur so wird dieser systemrelevante Bereich krisenresistent.

Um Druck auf die Politik zu machen, hat der SGB Ende April innert kurzer Zeit eine Koalition von fast 40 Organisationen, darunter die EKF, ins Leben gerufen, die von der Politik folgende drei Grundsätze einfordert: Beruf und Kinderbetreuung müssen wieder entflochten werden, es braucht auch in Krisenzeiten ein ausreichendes und (für Personal, Eltern und Kinder) sicheres Angebot an Betreuungsplätzen und dieses Angebot muss durch die öffentliche Hand ausreichend finanziert und ausgebaut werden. Erste Reaktionen auf den Appell waren positiv, nun warten wir auf die Taten, die folgen müssen.



## Feministischer Krisenausstieg

Nicht nur die Kinderbetreuung muss zukunftstauglich und krisenfest gestaltet werden. Wir müssen uns grundsätzlich überlegen, wie wir die Arbeit organisieren, die sich in der Corona-Krise als systemrelevant herausgestellt hat und die mehrheitlich von Frauen übernommen wird. Auch ich war gerührt, als ich auf dem Balkon Teil war vom Applaus für das Gesundheitspersonal, der durch das Quartier tönte. Doch mir ist auch bewusst, dass es damit lange nicht getan ist. Was es braucht, sind anständige Löhne und faire Arbeitsbedingungen für das Gesundheitspersonal, aber auch für die Angestellten im Detailhandel, die Reinigungskräfte, die Betreuerinnen von Kindern und Betagten – kurz: für all jene Menschen, die die Gesellschaft während der Krise am Laufen hielten und uns vor einer Katastrophe bewahrten. Schon lange setzt sich der SGB für diese Anliegen ein – nun hoffe ich, dass wir endlich Gehör finden.

Der Ausstieg aus der Krise und die Überwindung ihrer Folgen werden nicht gratis zu haben sein. Aber die Schweiz muss das Geld am richtigen Ort investieren. Der Care-Sektor ist ein solcher Ort. Die jahrelangen Abbauprogramme im Gesundheits- und sozialen Bereich müssen ein Ende haben. Bei einem nachhaltigen Konjunkturprogramm müssen diese Aufgaben im Zentrum stehen. Ich bin skeptisch gegenüber der Lesart, die Corona-Krise sei letztlich etwas Gutes, das uns zum Umdenken zwingt – zu verheerend sind die Folgen gerade in Ländern, die nicht über finanziellen Möglichkeiten der Schweiz verfügen. Das soll uns aber nicht daran hindern, die Chancen zu packen, die sich in der Krise öffnen, und ich hoffe, das SGB-Betreuungsprojekt mit Rückenwind auf Kurs bringen zu können. Unser Engagement für bessere Arbeitsbedingungen und Löhne für Frauen soll endlich Früchte tragen. Falls dies gelingt, wird mir die Situation um Corona trotz anfänglichem Stillstand zwar als sehr arbeitsintensive Zeit in Erinnerung bleiben, aber eben auch als produktive Zeit, die Entwicklungen in Gang gebracht hat, auf die wir lange gewartet hatten.

*Kontakt: Regula Bühlmann, [regula.buehlmann@sgb.ch](mailto:regula.buehlmann@sgb.ch); 031 377 01 12*

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund ist der Dachverband von 16 Einzelgewerkschaften und hat 340'000 Mitglieder. Der Frauenanteil beträgt ungefähr ein Drittel, wobei sieben SGB-Verbände eine Frauenmehrheit haben. Während die SGB-Gewerkschaften sich in den entsprechenden Branchen für die Arbeitnehmendenrechte engagieren, Gesamtarbeitsverträge verhandeln und Beratung für ihre Mitglieder anbieten, setzt sich der SGB als Dachverband auf nationaler Ebene für eine arbeitnehmendenfreundliche Politik, gute Arbeitsbedingungen und Löhne ein. Seit den Anfängen des SGB sind dabei auch Frauenrechte wie Lohngleichheit zentral.